



Carav'alim est un mouvement d'éducation populaire pour le droit à l'alimentation. Il a vocation à accueillir, fédérer et soutenir les projets, initiatives et collectifs qui œuvrent pour l'accès de tou·tes à une alimentation choisie, saine et durable et qui agissent avec les personnes concernées par les injustices du système alimentaire.

LE MOUVEMENT RASSEMBLE
DES GROUPES LOCAUX ET DES
ORGANISATIONS QUI PARTAGENT
LES CONVICTIONS ET AMBITIONS
SUIVANTES

NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE EST MARQUÉ PAR DES INJUSTICES

1 - 16% des français déclarent ne pas se nourrir à leur faim (Crédoc, 2022)
2 - 16% des ménages agricoles vivent sous le seuil de pauvreté (INSEE, 2023)
3 - Bonzi, B. (2023). La France qui a faim. Seuil.
4 - pour 10€ d'achats alimentaires, en moyenne seuls 0.70€ reviennent aux agriculteurs (Euro alimentaire, FranceAgriMer, 2019)
5 - L'injuste prix de notre alimentation, Secours Catholique, Réseau CIVAM, Solidarité Paysans, Fédération Française des diabétiques, Septembre 2024

Alors que la précarité alimentaire augmente¹ et que l'alimentation est la variable d'ajustement dans le budget des familles, à l'autre bout de la chaîne beaucoup d'agriculteur·trices ne parviennent pas à dégager un revenu décent de leur travail². Un paradoxe pour un système qui produit de la nourriture en abondance mais ne tient pas ses promesses de nourrir tout le monde en quantité et qualité suffisantes.

Le dispositif d'aide alimentaire, conçu pour répondre à l'urgence, est devenu la réponse structurelle à la précarité alimentaire. Cependant elle concentre un certain nombre d'enjeux et de violences³ : qualité et choix des produits, dépendance/assistance, participation, non-recours, système économique qui entretient un modèle productiviste, etc.

Par ailleurs, la répartition des marges le long de la chaîne de valeur témoigne d'un déséquilibre du pouvoir en faveur d'une poignée d'acteurs intermédiaires (industriels et distributeurs en particulier) et au détriment des producteurs·trices et des consommateurs·trices⁴ en situation de précarité.

À cela s'ajoutent des enjeux de santé et environnementaux liés à l'alimentation et dont la société doit assumer les coûts. Les maladies liées à l'alimentation (obésité, diabète...) n'ont jamais été aussi prévalentes et touchent en premier lieu les personnes en situation de précarité. Un tiers des émissions de gaz à effet de serre provient du système alimentaire et le modèle agro-industriel impacte fortement la santé des sols, la biodiversité, la qualité de l'eau, etc.⁵





6 - Le droit à l'alimentation, facteur de changement », 24 janvier 2014, A/HRC/25/57, §2 Rapport soumis au conseil des droits de l'homme par le rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter

7 - notamment le PIDESC en 1980 et la directive de la FAO sur le droit à l'alimentation en 2004

8 - "Droit à l'alimentation: la France doit se mettre à table" Action contre la faim, Octobre 2024

Le droit à l'alimentation est un droit humain qui peut être défini comme le "droit de toute personne, seule ou en communauté avec d'autres, d'avoir physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante, adéquate et culturellement acceptable, qui soit produite et consommée de façon durable, afin de préserver l'accès des générations futures à la nourriture"⁶.

Il ne s'arrête donc pas au droit d'être à l'abri de la faim et l'aide alimentaire ne peut être la réponse unique aux enjeux d'accès à l'alimentation. Nécessaire, elle doit néanmoins être déployée en ligne avec les grands principes du droit à l'alimentation (dignité, autonomie, non discrimination). Elle doit surtout être associée à d'autres solutions pour traiter les causes de la précarité alimentaire et assurer un accès digne à une alimentation choisie et durable pour toutes dans la durée : protection sociale, transformation des environnements alimentaires, soutien à la transition agro-écologique, etc.

La France a signé des textes internationaux⁷ qui lui donnent des obligations en matière de droit à l'alimentation, mais force est de constater qu'il n'est pas effectif aujourd'hui⁸.

IL FAUT REMETTRE DE LA DÉMOCRATIE DANS NOTRE ALIMENTATION



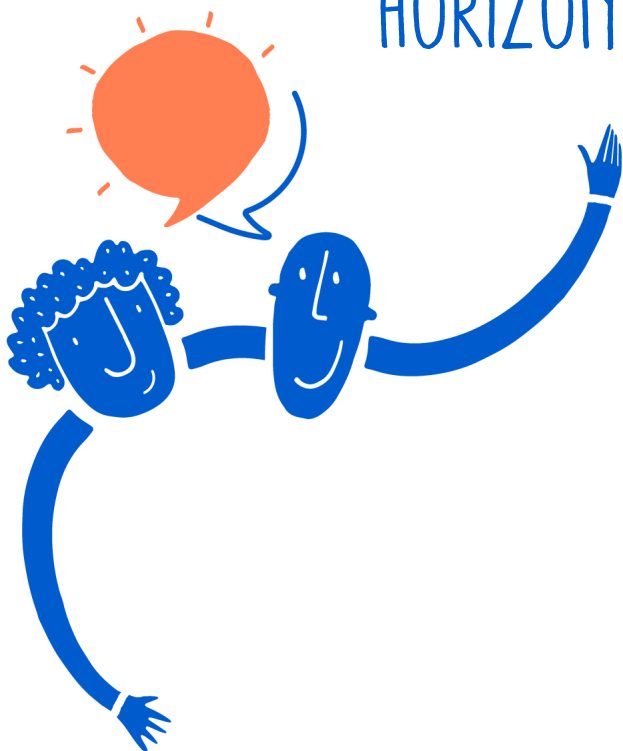
Construire un système alimentaire plus juste et plus durable nécessite la participation et l'adhésion de tou·tes à un nouveau projet de société. Il faut (re)donner aux citoyen·nes du pouvoir d'agir sur leur alimentation : ouvrir les instances de décision, soutenir les initiatives de démocratie alimentaire, etc.

De nombreuses initiatives contribuent à l'émergence d'une telle démocratie alimentaire. Elles ont en commun de faire de l'accès à une alimentation choisie et durable un sujet de débat et d'action et de veiller à la participation de tou·tes. Elles s'appuient sur les démarches d'éducation populaire pour construire une compréhension collective du système alimentaire et des problèmes qu'il cause, afin d'éclairer les décisions et d'identifier des leviers de changement. Ces initiatives doivent être soutenues et multipliées.

CETTE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE NE PEUT SE FAIRE QU'AVEC LES PREMIÈR·ES CONCERNÉ·ES PAR LES INJUSTICES DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

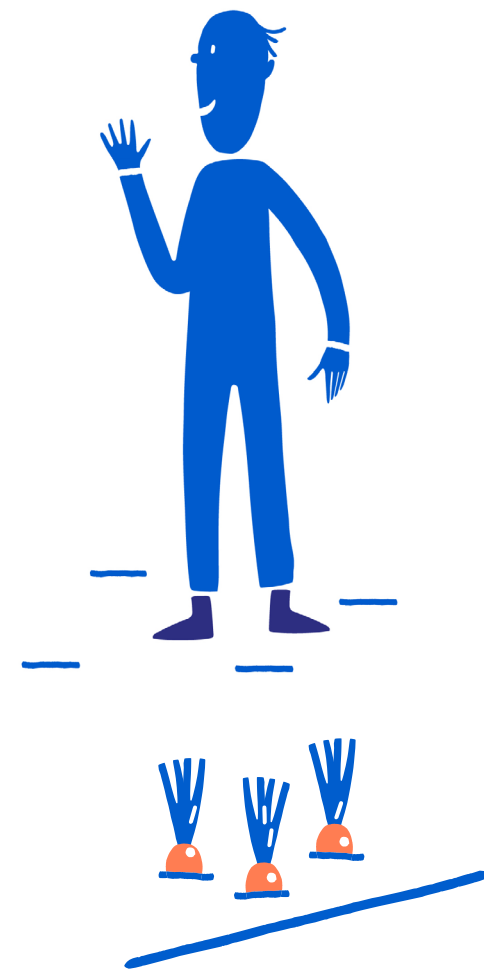
Réfléchir et agir avec les personnes directement concernées par les injustices du système alimentaire est indispensable pour nommer et rendre visibles ces injustices, et imaginer des solutions adaptées et qui n'oublient personne. C'est également reconnaître l'égalité de dignité de tou·tes et permettre à chacun·e de devenir des acteur·trices du changement.

NOUS SOUHAITONS NOUS RASSEMBLER, AVEC LE DROIT À L'ALIMENTATION COMME HORIZON



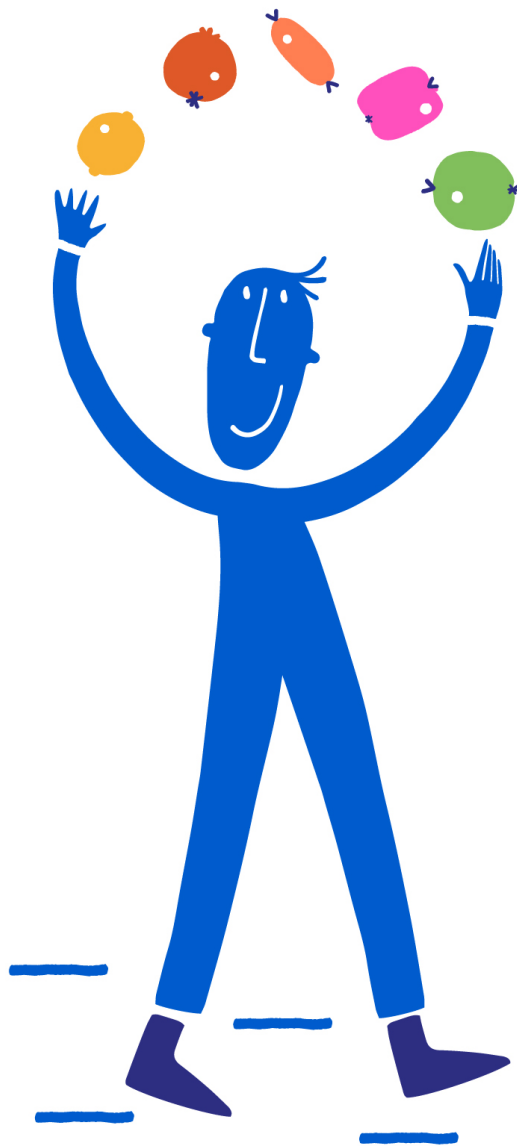
Les initiatives et dynamiques locales, bien que de plus en plus nombreuses, ne suffiront pas pour apporter des réponses aux causes structurelles des injustices du système alimentaire. Nous devons faire mouvement ensemble pour donner de la visibilité à nos initiatives, faire entendre la voix et les propositions des premier-es concerné-es et progresser vers un droit à l'alimentation effectif. Nous souhaitons contribuer à imaginer un projet de société, plus juste, plus durable et plus désirable.

Se donner comme horizon le droit à l'alimentation invite à penser de façon systémique, à s'attaquer aux racines des injustices alimentaires et dépasser les réponses d'urgence et sectorielles, et à mettre tout le monde autour de la table (à commencer par les citoyen·nes et les premier-es concerné-es).



AINSI, CARAV'ALIM A VOCATION À FAIRE ÉMERGER UN MOUVEMENT SOCIAL, APARTISAN, QUI INVITE À :

- Rendre effectif le droit à l'alimentation dans les textes comme dans la vie de tou·tes en France ;
- Appréhender l'alimentation comme un sujet politique et comme un droit pour tou·tes ;
- Agir et construire avec les personnes concernées par les injustices du système alimentaire ;
- Renforcer les mobilisations citoyennes autour de l'alimentation et porter le droit à l'alimentation au niveau local ;
- Se fédérer au sein du mouvement pour être plus visibles et plus audibles ;
- S'allier à d'autres acteur·trices et collectifs qui partagent nos convictions.



Si vous êtes un groupe local ou une organisation qui se mobilise, avec les premier·es concerné·es par les injustices du système alimentaire, sur des actions autour de l'alimentation et que vous partagez les convictions énoncées dans ce manifeste

REJOIGNEZ LE MOUVEMENT CARAV'ALIM !

CARAV'ALIM
MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE
POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

INFORMATIONS ET CONTACT
www.caravalim.org